

## **Déclaration du représentant du Royaume d'Espagne**

Monsieur le Président du FIDA,

Il nous reste huit ans pour concrétiser l'objectif de développement durable « Faim zéro » et pour atteindre les cibles visant à éliminer l'insécurité alimentaire, la faim et toutes les formes de malnutrition. Cependant, selon L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2022, 8% de la population mondiale souffrira de la faim en 2030 – la même proportion qu'en 2015, lorsque le Programme 2030 a été lancé.

Nous espérons que la sécurité alimentaire commencerait à s'améliorer en 2021, mais la faim et la malnutrition ont augmenté du fait de la pandémie mondiale, des pressions exercées par la crise climatique, des prix élevés de l'énergie et des engrais et, bien entendu, de l'agression de la Russie envers l'Ukraine.

Un an après le début de la guerre en Ukraine, rien n'indique qu'elle se terminera bientôt et, comme nous ne cessons de le rappeler, ses effets sur le système alimentaire mondial sont dévastateurs.

Face à cette situation, il est de notre devoir d'accélérer l'action en faveur de la sécurité alimentaire. Nous ne pouvons donc relâcher nos efforts pour trouver et mettre en œuvre des mesures d'atténuation de cette catastrophe et offrir à tous les citoyens et à toutes les citoyennes de la planète un accès à une alimentation suffisante.

Cette crise alimentaire, énergétique et de l'approvisionnement en moyens de production agricole requiert de redoubler d'efforts pour promouvoir la sécurité alimentaire des populations rurales, qui sont extrêmement vulnérables, et le FIDA joue un rôle de premier plan en la matière. Les crises ont mis au jour le caractère non durable des systèmes agroalimentaires actuels. La réponse à moyen et long termes doit s'employer à renforcer les marchés locaux, nationaux et régionaux et à encourager le stockage local.

L'approche du FIDA en matière d'agriculture, qui couvre l'ensemble de la filière, de la ferme à l'assiette, et qui privilégie l'agriculture familiale et les pratiques agroécologiques, s'est révélée très constructive. Dès lors, nous devons continuer de la soutenir.

De plus, il est indispensable que le FIDA poursuive sa lutte contre les changements climatiques dans l'ensemble de ses activités, comme il l'a fait jusqu'à présent, et qu'il augmente le financement destiné à l'adaptation des systèmes alimentaires aux changements climatiques, comme nous l'avons débattu plus tôt. Quoi qu'il en soit, nous devons garder à l'esprit que l'avantage comparatif du Fonds réside dans sa capacité à promouvoir le développement agricole, la création de résilience et la réduction de la faim et de la pauvreté dans les zones rurales, sans oublier les réalités des femmes, des jeunes, des peuples autochtones et les effets des changements climatiques.

Je tiens à féliciter le nouveau Président du FIDA, Alvaro Lario, qui préside à présent son premier Conseil des gouverneurs, et à vous rappeler l'impulsion qu'il a donnée à la transition du FIDA vers une institution financière sectorielle spécialisée pendant son mandat de Vice-Président adjoint au Département des opérations financières, processus que l'Espagne a toujours encouragé. Nous ne doutons pas que le FIDA gagnera encore en autonomie financière sans se dénaturer de son rôle de membre des organismes des Nations Unies. Je tiens à exprimer ma satisfaction d'apprendre que le FIDA prévoit notamment de poursuivre son étroite collaboration et sa coordination avec les deux autres organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome, la FAO et le PAM, ainsi qu'avec la Banque mondiale et des banques régionales de développement.

Je réaffirme le soutien apporté par l'Espagne au FIDA, cette année sous la forme d'un engagement de 5 millions d'EUR destinés à la Douzième reconstitution des ressources; il témoigne de notre soutien aux activités du Fonds pendant la durée de celle-ci. Enfin, je tiens à exprimer ma satisfaction pour la mise en œuvre de l'Accord-cadre de cofinancement entre l'Espagne et le FIDA de 2020, dans le prolongement du Fonds fiduciaire espagnol qui a cofinancé des projets dans 23 pays à hauteur de 300 millions d'EUR.

Je vous remercie.